



[CR de lecture] - Fabrice Larat, Michel Mangenot et
Sylvain Schirmann (dir.), Les études européennes
Genèses et institutionnalisation , Paris, L'Harmattan,
2018, 646 pages.

Thibaud Boncourt

► To cite this version:

Thibaud Boncourt. [CR de lecture] - Fabrice Larat, Michel Mangenot et Sylvain Schirmann (dir.), Les études européennes Genèses et institutionnalisation , Paris, L'Harmattan, 2018, 646 pages.. Politique européenne, 2020, L'Europe à géométrie variable Renouveler l'analyse des logiques de différenciation de l'intégration européenne, 67-68, pp.116-122. 10.3917/poeu.067.0116 . halshs-04222132

HAL Id: halshs-04222132

<https://shs.hal.science/halshs-04222132>

Submitted on 28 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Compte-rendu de Fabrice Larat, Michel Mangenot et Sylvain Schirmann (dir.) (2018), *Les études européennes. Genèses et institutionnalisation*, Paris, L'Harmattan.

Thibaud Boncourt

Centre Européen de Sociologie et de Science Politique

Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

thibaud.boncourt@univ-paris1.fr

+33 6 10 39 83 61

Politique européenne, 67-68, 2020, pp. 116-123.

Cette impressionnante collection de 26 chapitres (auxquels s'ajoutent une introduction et une conclusion générales) est le produit d'une série de colloques et journées d'étude. Elle se donne pour objectif d'interroger « les conditions d'émergence et les formes d'institutionnalisation des études européennes » (p. 13). Dans la continuité d'entreprises collectives antérieures¹, il s'agit d'étudier les interactions entre sphères politique et académique dans la production de ce champ de recherche. Ce dernier est ainsi analysé comme « le produit conjoint d'investissements à la fois scientifiques, politiques et institutionnels, forgés et portés dans des espaces hybrides » (p. 602). A travers l'étude de ces interconnexions, l'ouvrage cherche aussi à savoir si les études européennes sont « le produit d'une adhésion au projet européen » ou, au contraire, si elles se sont construites comme « discours critique et de déconstruction du projet » (p. 18).

Pour ce faire, l'ouvrage se concentre sur la période postérieure à 1945 et explore cinq aspects du processus. La partie A se penche sur les trajectoires individuelles de pionniers des études européennes : un politiste (Dusan Sidjanski) et deux historiens (Walter Lipgens, Alan Milward). La partie B replace les trajectoires individuelles dans les réseaux nationaux auxquels elles s'articulent. Les cas de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de la Pologne y sont analysés. La partie C s'intéresse à la manière dont différentes disciplines (droit, économie, science politique, histoire) ont intégré les études européennes. Enfin, les deux dernières parties analysent les « lieux dédiés à la production et à la transmission des études européennes », en se concentrant respectivement sur les instituts nationaux (partie D) et transnationaux (partie E). La partie D regroupe ainsi des études d'instituts français, allemand, belges, suisse et canadien, tandis que la partie E réunit des travaux sur le Collège d'Europe, l'Institut Universitaire Européen et l'Institut Européen d'Administration Publique de Maastricht.

Dans la conclusion de l'ouvrage, Fabrice Larat propose une mise en récit articulant l'ensemble des contributions. A partir de typologies et classements des formes d'engagement, des prises de position, des ressources, des acteurs et des institutions qui font l'histoire des études européennes, il soutient principalement l'idée que ce domaine doit être interprété comme un champ. Ce parti pris le conduit à soutenir trois thèses principales, que l'on peut illustrer à partir de chapitres de l'ouvrage.

¹ Voir notamment Cécile Robert et Antoine Vauchez (dir.) (2010), « L'académie européenne », *Politix*, 89, p. 9-144 ; Francisco Roa Bastos et Antoine Vauchez (dir.) (2019), « L'archive européenne. Pour une sociohistoire renouvelée des formes de connaissance de l'Europe », *Revue française de science politique*, 69 (1), p. 7-156.

La première est que la constitution initiale de ce champ a été marquée par une grande hétéronomie. Elle implique des acteurs poursuivant des stratégies sur différents plans (politique, culturel, civique, scientifique) dont les profils sont hétérogènes. On compte ainsi aussi bien des « chercheurs établis » que des « personnes situées à la lisière de la sphère académique » (hauts fonctionnaires, parlementaires, commissaires, diplomates, etc.) (p. 606). Dans la conjoncture incertaine d'un « espace carrefour » (p. 610) en voie d'institutionnalisation, les différentes ressources individuelles (capital international, militant, intellectuel, académique) s'avèrent « plus ou moins mobilisables en fonction des objectifs que se fixent les acteurs et en fonction de l'évolution du champ dans le temps » (p. 608). Cela signifie, en particulier, que ce ne sont pas nécessairement les chercheurs établis qui occupent des positions centrales dans le processus. Ce sont plutôt les acteurs multipositionnés (« marginaux sécants », « agents doubles ») qui y jouent un rôle clé.

Cette première thèse peut être illustrée par le chapitre 5 qu'Hugo Canilhac consacre à une comparaison de deux associations savantes d'étude de la construction européenne créées dans les années 1960 : la Commission pour l'Etude des Communautés Européennes (CEDECE) en France et l'Arbeitskreis Europäische Integration (AEI) en Allemagne. H. Canilhac montre que ces associations sont des lieux « carrefour ». Ainsi, la création de la CEDECE procède d'une impulsion des services de la Commission, dans le but de « produire une légitimation de l'Europe par le discours savant » (p. 121). Elle implique aussi bien des acteurs de la Commission que des universitaires de différentes disciplines et des hommes politiques proches des milieux académiques.

De manière similaire, dans le chapitre 18, Francisco Roa Bastos situe l'émergence des études européennes allemandes dans le « 'brouillage des frontières' entre champs politique et académique » (p. 427). Ce champ de recherche est en effet structuré par l'action conjointe des pouvoirs publics (à travers l'intégration des questions européennes à « l'éducation politique » allemande), des fondations politiques et d'une « nébuleuse européiste » militante (p. 437). Au sein de cette dernière, des organisations spécifiquement dédiées à la production de savoirs sur l'Europe (l'*Institute für Europäische Politik* et la maison d'édition *Europa Union Verlag*) renforcent le processus d'institutionnalisation en se faisant pourvoyeuses d'un « militantisme expert » (p. 443).

La deuxième thèse mise en avant dans la conclusion de l'ouvrage est que le caractère hétéronome des études européennes s'estompe peu à peu. A mesure en effet que ce champ de recherche s'institutionnalise, se diversifie et se technicise, il est de plus en plus marqué par la valorisation du capital académique. Cette évolution s'accompagne de la marginalisation des pionniers aux profils les moins académiques au profit de ceux qui ont développé un intérêt pour les questions européennes à partir d'un ancrage universitaire et disciplinaire.

Cette deuxième thèse peut être illustrée par le chapitre 3, dans lequel François Saint-Ouen retrace la trajectoire de Dusan Sidjanski. Emigré yougoslave réfugié en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, D. Sidjanski écrit une thèse sur le fédéralisme avant de se spécialiser précocement sur la construction européenne. Cette spécialisation s'avère porteuse aussi bien dans le champ académique (D. Sidjanski accède aux plus hauts grades de la hiérarchie universitaire) qu'aux niveaux disciplinaire (il devient central pour la science politique suisse et s'insère dans des réseaux transnationaux) et politique (il exerce pendant

dix ans, au terme de sa carrière universitaire, la fonction de conseiller spécial du Président de la Commission européenne). Le capital académique accumulé dans le cadre des études européennes témoigne ainsi de sa valeur et de sa convertibilité.

Le cas du développement des études européennes en Pologne, étudié par Pascal Bonnard dans le chapitre 8, offre un contrepoint à cette thèse. Dans un contexte de recomposition des sciences sociales postérieur à la période communiste, les études européennes se structurent à l'intersection de plusieurs disciplines (économie, droit, science politique, etc.), au carrefour des espaces nationaux et internationaux et à la jonction des champs politique et académique. Si ce positionnement interstitiel est un « levier » pour l'institutionnalisation de ce champ de recherche, il est aussi générateur de conflits qui freinent le processus. Selon leur discipline d'origine et les contextes locaux dans lesquels ils l'exercent, les universitaires travaillant sur des objets européens sont en effet plus ou moins enclins à revendiquer une institutionnalisation des études européennes. Investir ou ne pas investir ce label disciplinaire peut constituer pour les universitaires concernés « un moyen de renforcer (ou au contraire de subvertir) les hiérarchies existantes dans leur espace social » (p. 237). Les différents types de capitaux académiques détenus sont ainsi au principe de dissensions internes au champ des études européennes. L'autonomisation disciplinaire apparaît alors comme un processus fragile et ambigu.

La troisième thèse identifie un corolaire intellectuel du processus de professionnalisation et d'institutionnalisation des études européennes. En parallèle de la marginalisation des profils « marginaux sécants » au profit des universitaires, la connaissance « globale » de la construction européenne cède progressivement la place à des « approches disciplinaires » plus spécialisées et autonomes les unes des autres (p. 643). Les objectifs analytiques et les thèses défendues évoluent également, dans la mesure où « la construction d'un 'récit' sur la construction européenne puis d'une historiographie fait désormais place au développement de théories interprétatives concurrentes et de plus en plus critiques » (p. 642-643). Les études européennes sont ainsi structurées par des idées de plus en plus spécifiques et autonomes des représentations et agendas indigènes.

Un exemple de cette troisième thèse se trouve dans le chapitre 12, que Didier Georgakakis consacre à la place des études européennes dans la science politique française. A partir d'une réflexion originale sur l'un de ses propres textes antérieurs écrit au milieu des années 1990, l'auteur s'intéresse à l'état des études européennes françaises d'alors et ce qu'elles sont devenues depuis. Il remarque l'autonomie croissante de la science politique de l'Europe par rapport à leur révérence antérieure au droit et à l'économie. Cette institutionnalisation « s'est faite comme celle d'un sous-champ, c'est-à-dire dans des lignes de partage et parfois clivages [...] qui ont peu à peu reproduit celles de son champ de dépendance, soit la science politique française » (p. 308). Le fait que la science politique de l'Europe soit ainsi structurée par des jeux d'opposition spécifiques (entre, par exemple, politiques publiques et sociologie politique de l'Europe) est un indicateur clair de l'autonomie croissante du champ disciplinaire.

La trajectoire de l'historien Alan S. Milward, étudiée par Oriane Calligaro dans le chapitre 4, montre cependant que le développement d'approches critiques de l'intégration communautaire n'est pas corrélée de manière linéaire à la professionnalisation des études européennes. O. Calligaro montre en effet que, paradoxalement, Milward a « souvent conduit

ses recherches, qui vont très largement à l'encontre du 'grand récit' promu par les institutions européennes, au sein de réseaux et d'institutions créés avec le soutien de la Commission européenne » (p. 90). Les conditions sociales de possibilité de l'émergence d'approches critiques apparaissent ici liées aux dynamiques internes à la discipline historique, qui s'éloigne dans les années 1970 de l'histoire événementielle pour s'intéresser à des « questions touchant l'évolution de la société dans son ensemble » (p. 93). Dans ce contexte, les préoccupations de Milward sont centrées sur le dialogue de l'histoire avec d'autres sciences sociales, à distance d'orientations idéologiques.

Au total, l'ouvrage renforce le mouvement de recherche sur les formes de connaissance qui gravitent autour de la construction européenne, en affinant ses conclusions et en les enrichissant de nouveaux matériaux empiriques. Il constitue ainsi une contribution importante à une dynamique de recherche très active ces dernières années. On regrettera néanmoins qu'il se positionne essentiellement par rapport à la littérature sur la construction et les études européennes. Lu au prisme de l'histoire et de la sociologie des sciences, le matériau pourrait aussi constituer une opportunité pour réfléchir aux processus d'institutionnalisation disciplinaire, à partir d'un cas « en train de se faire ». Les évolutions décrites semblent en effet présenter de nombreux points communs avec les dynamiques à l'œuvre dans d'autres disciplines : hétéronomie initiale, luttes autour de l'autonomisation et de la professionnalisation, tensions internes liées à la spécialisation, internationalisation, etc.

On peut illustrer le potentiel heuristique d'un tel dialogue à partir d'un exemple. La sociologie des sciences s'intéresse, depuis ses racines mertonniennes, à la manière dont des paramètres internes et externes à l'univers scientifique interagissent pour en façonner les structures organisationnelles et intellectuelles. Il s'agit, pour nombre de ces travaux, d'évaluer l'influence de grands contextes sociaux, politiques et culturels sur les connaissances scientifiques produites. Les débats autour de ces questions restent vifs, et ont été récemment réactualisés par la littérature consacrée aux interactions entre sciences et politique au cours de la Guerre froide. Certains travaux insistent sur le caractère non neutre des connaissances produites dans ce contexte de conflit. Le travail d'I. Oren montre ainsi que les rivalités géopolitiques ont profondément influencé la manière dont les chercheurs états-unis ont écrit sur l'Union soviétique². Par contraste, les contributions rassemblées par M. Solovey et H. Cravens offrent une image plus nuancée : les influences de la Guerre froide sur les sciences sociales américaines y sont présentées comme plus localisées, médiées et en dernière analyse limitées par les autres processus, plus ou moins spécifiques, qui façonnent les disciplines : controverses intellectuelles internes, normes professionnelles, influences d'autres bailleurs de fonds, etc.³

Les études européennes constituent un autre terrain privilégié pour étudier les interactions entre science et politique. L'ouvrage recensé ici montre en effet à quel point ce champ de recherche est lié au processus d'intégration communautaire à un double niveau : les institutions européennes sont à la fois son objet et l'un de ses bailleurs de fonds, dans la mesure où certains acteurs européens ont très tôt perçu l'enseignement et la recherche

² Ido Oren (2003), *Our Enemies and Us. America's Rivalries and the Making of Political Science*, Ithaca and London, Cornell University Press.

³ Voir parmi d'autres Mark Solovey et Hamilton Cravens (eds.) (2012), *Cold War Social Science. Knowledge Production, Liberal Democracy and Human Nature*, New York: Palgrave Macmillan.

comme un outil de légitimation du processus d'intégration. Loin d'encourager, pour autant, une vision selon laquelle les partis pris politiques imprégneraient systématiquement les connaissances scientifiques, les différentes contributions de l'ouvrage offrent une image nuancée de ces interactions. Si l'hétéronomie des études européennes apparaît cruciale pour leur émergence et leur institutionnalisation, cette hétéronomie n'est pas toujours synonyme d'enrôlement des scientifiques dans un agenda politique. Ces influences intellectuelles apparaissent plutôt situées disciplinairement, nationalement et temporellement. Comme le montre l'exemple d'A. S. Milward évoqué plus haut, des lectures critiques de l'intégration communautaire peuvent ponctuellement se développer dans des contextes *a priori* peu favorables. Le regard se porte, dès lors, sur les conditions sociales de possibilité du développement d'un savoir autonome. L'ouvrage fait ainsi écho aux conclusions de M. Solovey quant au cas de la Guerre froide.

Cet exemple permet de souligner tout l'intérêt qu'il y a à décroisonner l'histoire des disciplines, quelles qu'elles soient, pour en faire des cas d'étude de processus plus larges. Il ne constitue pas pour autant une critique d'un ouvrage qui, par sa richesse empirique, constitue un jalon important pour les (études des) études européennes.